

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 49

Excusés : 23

Absents : 8

REUNION DU 16 DECEMBRE 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI SEIZE DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT

PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François,

AYANT
DONNE
POUVOIR A

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. LAPORTE Pierre, Mme FILIPOVIC Biljana, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, Mme ELSODY Arhella, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. JIAR Youssef, M. BLANCHET Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie, M. PRUNIER Gérald, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme FAOUZI Hanane, Mme MEGHRAOUI Gemmila,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSOUF Mélissa.

SECRETAIRE

DE SEANCE M. Olivier GUYON

DELIBERATION N°153 – HABITAT – MODIFICATION DES DELIBERATIONS N°166 DU 7 DECEMBRE 2020 ET N°41 DU 12 AVRIL 2021 CONCERNANT LE PERIMETRE D'APPLICATION DE LA DECLARATION ET DE L'AUTORISATION PREALABLE DE MISE EN LOCATION (PERMIS DE LOUER) POUR LA VILLE DE DRANCY

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Anthony MANGIN,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.635-1 à L.635-11 et L.634-1 à L.634-5,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi Elan) permettant de déléguer la mise en œuvre et le suivi des dispositifs de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, aux communes qui en font la demande,

Vu le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location,

Vu la délibération du 7 décembre 2018 du conseil de métropole portant définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre,

Vu la délibération n°166 du 7 décembre 2020 mettant en place l'autorisation préalable de mise en location sur la zone pavillonnaire référencée UG de la ville de Drancy et déléguant sa mise en œuvre et son suivi à la commune,

Vu la délibération n°41 du 12 avril 2021 modifiant la délibération n°166 du 7 décembre 2020 afin que, pour les biens de moins de 10 ans, le dispositif de déclaration de mise en location se substitue à l'autorisation préalable de mise en location,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20241216-153-16-12-2024-DE
Date de télétransmission : 31/12/2024
Date de réception préfecture : 31/12/2024

Vu le courrier de saisine de la ville de Drancy du 4 novembre 2024,

Considérant la mise en œuvre depuis juin 2021 des deux régimes du « permis de louer » sur la ville de Drancy, définis par leur périmètre d'application.

Considérant que certains logements, y compris en dehors des périmètres d'application, ne répondent toujours pas aux standards de sécurité et de salubrité requis, mettant en danger la santé et le bien-être des habitants.

Considérant la volonté de la commune de Drancy d'identifier et de contrôler les logements potentiellement insalubres sur l'ensemble de la commune et, ainsi, de prendre les mesures nécessaires pour les réhabiliter ou les retirer du marché locatif.

Considérant la saisine de la commune de Drancy par courrier en date du 4 novembre 2024, accompagnée du plan actualisé d'application, à l'échelle communale, du régime de déclaration de mise en location pour les logements de moins de 10 ans et d'autorisation préalable de mise en location, en annexe de la présente délibération.

Considérant le maintien de toutes les autres conditions d'application du dispositif de permis de louer.

Après en avoir délibéré,

- **Rappelle** que la commune de Drancy a mis en place le dispositif de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location sur les zones référencées UG dans le plan local d'urbanisme.
- **Modifie** les délibérations n°166 du 7 décembre 2020 et n°41 du 12 avril 2021 en précisant que le dispositif de déclaration de mise en location pour les logements de moins de 10 ans et d'autorisation préalable de mise en location s'applique à l'ensemble de la commune de Drancy et non plus uniquement sur les zones UG.
- **Dit** que sont maintenues les autres conditions d'application du dispositif de permis de louer.
- **Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif.

Adopte à la majorité

(71 voix pour, 1 voix contre : Rachid Belouchat)

